



# RAPPORT MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2002

Approfondir la démocratie  
dans un monde fragmenté



Publié pour le Programme  
des Nations Unies  
pour le développement (PNUD)  
par De Boeck Université





Conjuguant trois images, la couverture illustre les progrès accomplis grâce aux luttes pour le respect de la dignité humaine. La première image est une courbe retraçant les avancées de la démocratie. Elle s'inspire du diagramme 1.1 de la page 15 du rapport, qui montre l'évolution du nombre d'États démocratiques. Le XX<sup>e</sup> siècle s'est en effet achevé de manière mémorable : pour la première fois dans l'Histoire, la majorité des pays du globe étaient des démocraties.



La seconde image représente la place centrale de l'action humaine : les mains évoquent la lutte, les aspirations, la glorification du caractère indomptable de l'esprit humain. Dans le monde entier, les individus se battent pour leurs libertés et leurs droits politiques, quelles que soient les conditions matérielles dans lesquelles ils vivent. Les pauvres ne doivent pas être doublement pénalisés par le manque de dignité qui tient au dénuement matériel et par l'absence de liberté. Et pourtant, c'est souvent sous ce prétexte implicite que l'on accepte que les pauvres et les analphabètes soient privés de libertés politiques. La main est donc le symbole de l'action et de la lutte contre l'exploitation.



La troisième image — les oiseaux — représente non seulement la liberté, mais également la détermination. Pour nombre de pays, les oiseaux symbolisent la volonté nationale, mélange de ténacité dans la réalisation d'un objectif et de quête de la liberté. Partout sur notre planète, les individus défendent leurs libertés politiques : la liberté d'exprimer leur opinion, la liberté de se rassembler pour engager ensemble un changement pacifique, la liberté d'innover. Ces libertés sont au cœur de l'humanité, et le combat pour la démocratie est avant tout un combat pour la liberté, pour un système reposant sur les principes de liberté. Cependant, les régimes démocratiques ne réussissent pas toujours à les garantir. L'image des oiseaux est donc là pour rappeler qu'il ne faut pas relâcher ses efforts, mais au contraire approfondir résolument la démocratie au lieu d'y renoncer.

Copyright ©2002  
by the United Nations Development Programme  
1 UN Plaza, New York, New York, 10017, USA

Publié par  
De Boeck & Larcier s.a., 2002  
Éditions De Boeck Université  
Rue de Minimes 39, B-1000 Bruxelles

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

*Imprimé en Belgique*

ISBN 2-8041-4006-7  
D. 2002/0074/217

*Maquette et couverture* : Gerald Quinn, Quinn Information Design, Cabin John, Maryland

**MEMBRES DE L'ÉQUIPE CHARGÉE DE LA RÉDACTION DU**  
*Rapport mondial sur le développement humain 2002*

**Directrice et auteur principal**  
**Sakiko Fukuda-Parr**

**Consultante principale**  
**Ngaire Woods**

**Conseillère spéciale**  
**Nancy Birdsall**

**Equipe du PNUD**

Omar Noman (directeur adjoint), Haishan Fu (directrice des statistiques), Silva Bonacito, Emmanuel Boudard, Claes Johansson, Petra Mezzetti, Tanni Mukhopadhyay, Richard Ponzio, Paul Segal, David Stewart et Aisha Talib

*Conseiller statistique* : Tom Griffin

**Principaux consultants**

Isabella Bakker, Nicole Ball, Christian Barry, Michael Brzoska, Richard Falk, Ann-Marie Goetz, Robert Jenkins, Mary Kaldor, Adeel Malik, Malini Mehra, Santosh Mehrotra, Pippa Norris, Siddiquir Osmani, Paul Streeten et Ashutosh Varshney

*Assistance éditoriale* : Stephanie Flanders et Bruce Ross-Larson



# Préface

Le *Rapport mondial sur le développement humain 2002* est centré sur l'idée que la réussite du développement est autant une affaire de politique que d'économie. Réduire durablement la pauvreté nécessite une croissance équitable, mais également un pouvoir politique pour les pauvres. Le meilleur moyen d'y parvenir sans perdre de vue les objectifs du développement humain consiste à mettre en place des modes de gouvernance démocratique solides et profondément enracinés, à tous les niveaux de la société.

Cette approche reste toutefois controversée. Nombre de ses détracteurs estiment que la démocratie, en particulier dans les pays en développement, tend à être trop désordonnée, trop peu maîtrisée et trop sujette aux manipulations et aux abus pour pouvoir engendrer la stabilité et la continuité indispensables aux réformes sociales et économiques de grande ampleur. Mais, comme le démontre cet ouvrage, ces arguments sont doublement erronés.

Premièrement, s'il y a lieu de mener un vrai débat sur les politiques et pratiques les plus à même d'assurer la croissance économique, les régimes démocratiques n'ont pas, *in fine*, à rougir de leurs résultats économiques face aux autres formes de gouvernement. Et ils réussissent nettement mieux à répondre aux priorités sociales, surtout lors des crises ou des mutations qui affectent avant tout les individus pauvres. Deuxièmement, et c'est un aspect tout aussi essentiel, la participation démocratique est un instrument clé du développement, pas seulement l'une de ses résultantes.

Néanmoins, qu'il s'agisse des systèmes de gouvernance mondiale qui sont confrontés à la myriade de défis posés par l'interdépendance accrue des pays, des gouvernements nationaux qui s'efforcent de répondre aux besoins de leurs citoyens, ou des entreprises et autres acteurs privés nationaux et mondiaux bousculés par les évolutions économiques, sociales et technologiques de ces dernières décennies, la gouvernance démocratique n'est manifestement pas encore une réalité.

Ce rapport montre également que, si les

tendances actuelles se poursuivent, une proportion significative d'Etats ne seront pas en mesure de réaliser les Objectifs de développement du Millénaire, y compris le plus important d'entre eux : réduire l'extrême pauvreté de moitié d'ici 2015. Beaucoup de pays sont aujourd'hui plus pauvres qu'il y a 10, 20, voire 30 ans. Tout aussi inquiétant, l'accès d'euphorie qui a fait grimper à 140, au cours des 15 dernières années, le nombre de pays parés d'un grand nombre des attributs de la démocratie — élections multipartites, en particulier — commence à céder la place à la frustration et au désespoir.

Malgré des exceptions notables qui méritent d'être saluées, les pouvoirs publics de beaucoup de ces pays ne sont encore parvenus ni à procurer les emplois et les services si nécessaires aux citoyens ni à garantir la sécurité des individus. Les jeunes démocraties, et même certaines démocraties anciennes, sont de plus en plus nombreuses à renouer avec les pratiques autoritaires : leurs dirigeants modifient la constitution, brident un pouvoir législatif et judiciaire déjà faible ou manipulent ouvertement les scrutins, ce qui a souvent des effets dévastateurs sur le développement humain.

Par ailleurs, dans les pays où la règle du gouvernement par la majorité sortie des urnes est bien ancrée, c'est dans beaucoup de cas au détriment des droits de la minorité : trop fréquemment, faute de culture démocratique, ceux qui perdent les élections sont persécutés par les vainqueurs ou refusent d'accepter des résultats électoraux pourtant légitimes. Or, en démocratie, le respect des règles s'impose non seulement au gouvernement, mais également à l'opposition.

Conséquence : dans plusieurs de ces pays, et dans de nombreux autres qui n'ont pas même fait le premier pas vers la démocratie, colère et frustration montent au sein de la population, en particulier chez les jeunes. Cette contestation amène à s'en prendre à la fois aux régimes existants et aux forces impersonnelles de la mondialisation. Dans les cas les plus extrêmes, des mouvements radicaux ou fondamentalistes recourent à la violence pour exprimer leurs griefs.

Les attentats du 11 septembre 2001, et leurs répercussions mondiales, en sont une tragique illustration.

Lorsque ces évolutions se conjuguent à des menaces internationales grandissantes, qui vont du VIH/sida au changement climatique, et sont exacerbées par un système économique mondial qui, pour l'essentiel, continue de favoriser les économies industrialisées, on débouche sur une crise de plus en plus aiguë de la gouvernance dans de nombreuses régions du globe. Que ce soit à Seattle, Washington et Gênes ou dans les usines et les campagnes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, les citoyens ont partout perdu confiance en la capacité et la volonté des responsables politiques à s'attaquer à ces problèmes urgents.

Que faire ?

Depuis quelques années, décideurs et experts du développement décrivent volontiers la bonne gouvernance comme le « chaînon manquant » entre croissance équilibrée et réformes économiques dans les pays en développement. Cependant, l'attention se concentre presque exclusivement sur les processus économiques et l'efficacité administrative.

Le message central du *Rapport mondial sur le développement humain 2002* est le suivant : l'efficacité de la gouvernance est la clé du développement humain et, pour trouver des solutions durables, il faut s'affranchir des visions étroites pour s'enraciner résolument dans la politique démocratique au sens le plus large. Il ne s'agit pas là de la démocratie telle que la pratique un pays ou un groupe de pays particulier, mais plutôt d'un ensemble de principes et de valeurs essentielles permettant aux pauvres d'avoir, par la participation, prise sur la situation, tout en étant protégés des agissements arbitraires et irresponsables de l'Etat, des multinationales et d'autres forces à l'œuvre dans la société.

Il faut donc faire en sorte que les institutions et le pouvoir soient structurés et répartis d'une

manière qui donne réellement la parole et une place aux pauvres, et qui crée des mécanismes obligeant les puissants — dirigeants politiques, entreprises et autres acteurs influents — à rendre des comptes.

A l'échelon national, cet approfondissement de la démocratie passe par un renforcement des institutions étatiques démocratiques qui constituent le socle indispensable à la réalisation de tout objectif plus large. A l'échelon mondial, il est nécessaire de créer un espace nettement plus démocratique, dans lequel les institutions internationales et les coalitions transnationales puissent opérer dans la plus grande transparence et donner aux pays en développement à la fois un siège autour de la table et le droit effectif de participer aux décisions les concernant.

Plus concrètement, pour les activités des organismes tels que le PNUD, cet enjeu montre combien il importe de consacrer des ressources et des compétences à une question complexe : comment traduire ces idées dans les faits, en identifiant les politiques et les pratiques — renforcement des parlements, mise en place de forces de police rendant compte de leurs actes, décentralisation du pouvoir, entre autres — qui serviront le mieux ces objectifs clés, et en aidant les pays à les déployer ?

Comme tous ceux qui l'ont précédé, le *Rapport mondial sur le développement humain 2002* revendique l'indépendance de son analyse, qui est destinée à faire avancer le débat sur le développement humain. Il ne saurait donc être interprété comme une déclaration formelle sur la politique du PNUD ou des Nations Unies. J'estime néanmoins que ce message principal est extrêmement pertinent pour l'ensemble du travail du PNUD et de ses partenaires. Il est encore possible d'atteindre les Objectifs de développement du Millénaire, mais nous n'y parviendrons que si les dirigeants nationaux et mondiaux ont l'ambition et le courage de commencer par affronter ces aspects cruciaux de la gouvernance démocratique.



Mark Malloch Brown  
*Administrateur du PNUD*

Les analyses et les recommandations exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement les opinions du Programme des Nations Unies pour le développement, de son conseil d'administration ou de ses Etats membres. *Le Rapport mondial sur le développement humain* est une publication indépendante réalisée pour le compte du PNUD. Il est le fruit de la collaboration entre des consultants, des conseillers éminents et l'équipe du *Rapport mondial sur le développement humain*. Ces travaux ont été dirigés par Sakiko Fukuda-Parr, directrice du Bureau du *Rapport mondial sur le développement humain*, et ont bénéficié de la collaboration étroite et des conseils nombreux de Nancy Birdsall, conseillère spéciale auprès de l'Administrateur du PNUD.

# Remerciements

L'élaboration du présent rapport n'aurait pas été possible sans la contribution généreuse d'un grand nombre de personnes et d'organismes

L'équipe qui a rédigé cet ouvrage exprime sa gratitude particulière à Amartya Sen pour ses avis et ses idées quant à l'importance de la démocratie pour le développement humain, ainsi que pour la poursuite de sa participation annuelle à la série des *Rapports mondiaux sur le développement humain*.

## CONTRIBUTIONS

Ont contribué aux recherches générales qui ont nourri ce rapport : Isabella Bakker, Nicole Ball, Christian Barry, Michael Brzoska, Lynn Carter, Richard Falk, Ann-Marie Goetz et Robert Jenkins, Mary Kaldor, Kees Kingma et Herbert Wulf, Linda Maguire, Adeel Malik, Malini Mehra, Santosh Mehrotra, Shandana Khan Mohmand, Pippa Norris et Dieter Zinnbauer, ainsi que Siddiqur Osmani, Paul Streeten, Ashutosh Varshney et Ngaire Woods.

Ont contribué aux études régionales thématiques commandées pour les besoins de cet ouvrage : Marek Dabrowski et Radzislawa Gortat, Mohammad Fajrul Falaakh, Takashi Inoguchi, Wojciech Marchlewski, Lincoln Mitchell et Leo Glickman, Ahmed Mohiddin, Nazih Richani, Naomi Sakr, Catalina Smulovitz et Enrique Peruzzotti, ainsi que Sergio Spoerer, Katarina Subasic, Wisdom Tettey et Raimo Vayrynen.

Plusieurs institutions et entités ont généreusement partagé avec nous les résultats et les informations dont elles disposaient. C'est le cas de la Banque mondiale, du bureau du Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, du Bureau international du travail, du *Center for International and Interarea Comparisons* (université de Pennsylvanie), du Centre d'analyse de l'information relative au gaz carbonique, du centre pour la gouvernance démocratique d'Oslo (PNUD), de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, du Département des affaires de désarmement des Na-

tions Unies, du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, de la Division de la population des Nations Unies, de la Division de statistique des Nations Unies, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de *Freedom House*, de l'Institut international d'études stratégiques, de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, de la *Luxembourg Income Study*, de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Programme commun coparrainé par les Nations Unies sur le VIH et le sida, de PRS, du projet *Polity IV* de l'université du Maryland, du *Stockholm International Peace Research Institute*, de *Transparency International*, de l'Union internationale des télécommunications et de l'Union interparlementaire.

## COMITÉS DE CONSULTANTS

Ce rapport a profité dans une très large mesure des conseils et orientations éclairés d'experts éminents réunis au sein d'un comité de consultants extérieurs sur les questions de démocratie, de droits de l'homme, de politique économique mondiale et de gouvernance. Citons ici : Charles Abugre, Tunku Abdul Aziz, Kwesi Botchwey, Diane Elson, Richard Goldstone, Rima Khalaf Hunaidi, Asma Jahangir, Devaki Jain, Anders B. Johnsson, Devesh Kapur, Martin Khor, Klaus M. Leisinger, Juan J. Linz, Mahmood Mamdani, Olawuyi Omitoogun, Hafiz Pasha, Ann Pettifor, Sonia S. Picado, Sandra Pralong, Bengt Sävje-Söderberg, Paul Streeten, Mark Suzman et Emmanuel Tumusiime-Mutebile. Le comité de consultants sur les statistiques se composait, quant à lui, de Sudhir Anand, Lidia Barreiros, Jean-Louis Bodin, William de Vries, Lamine Diop, Carmen Feijo, Andrew Flatt, Paolo Garonna, Leo Goldstone,

Irina Krizman, Nora Lustig, Shavitri Singh, Tim Smeedling, Sudardi Surbakti, Alain Tranap et Michael Ward.

## CONSULTATIONS

Cet ouvrage a également bénéficié d'apports provenant d'une série de réunions régionales. Organisées avec l'aide des bureaux régionaux du PNUD, celles-ci avaient pour objet de mettre en lumière des points de vue régionaux sur les différents thèmes du rapport pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, les pays arabes, l'Asie et le Pacifique, l'Asie du Sud-Est, ainsi que l'Europe centrale et orientale et la Communauté d'Etats indépendants (CEI). Elles ont été accueillies par les bureaux extérieurs du PNUD au Bangladesh, au Costa Rica, en Indonésie, au Japon, au Maroc et en Pologne. Leur succès doit beaucoup à leurs hôtes, en particulier Bo Asplund, Marc Destanne de Bernis, Bouna Sémou Diouf, Ligia Elizondo, Sukehiro Hasegawa et Jorgen Lissner. L'équipe du rapport exprime en outre ses remerciements aux personnes qui ont organisé les réunions dans ces bureaux extérieurs, parmi lesquelles Latifa Bakhiyi, Mohamed Boussami, Jeanne Felix, Akiko Fuji, Charaf-e Gharbaoui, Shamim Hamid, Andre Klap, Karolina Myzk, Edward Newman, Olivier Ranaivondrambola, Bona Siahaan, Alek Siwinski et Cathy Stevulak.

L'équipe du rapport remercie également tous ceux qui ont participé à ces consultations. A Dhaka (Bangladesh) : Muzzamel Huq, Akmal Hussain, Javed Jabbar, Abdur Rob Khan, Prakash Chandra Lohani, Neelabh Mishra, Saeed Quereshi, Mohan Man Sainju, Bhabani Sen Gupta, Rehman Sobhan et Asha Swarup.

A San José (Costa Rica) : Manuel Alcántara, Dante Caputo, Thomas Carothers, Michael Coppedge, Pablo Da Silveira, Miguel Gutiérrez, Osvaldo Iazzetta, Gabriela Ippólito, Marta Lagos, Nobert Lechner, Sebastián Mazzuca, Juan Mendez, Cerdas Rodolfo, Juan Manuel Salazar, María Herminia Tavares, Jorge Vargas-Cullell, Evelyn Villarreal et Laurence Whitehead.

A Jakarta (Indonésie) : Dewi Fortuna Anwar, Antonio Assuncao, Ernesto Bautista, G. Bayasgalan, Binny Buchori, Edimon Ginting, Bambang Harymurty, Vu Quoc Huy, Dita Indahsari, Yuli Smartono, Ryaas Rasjid, Bong-Scuk Sohn, Phonesaly Souksavath, R. Sudarshan, Wilfrido V. Villacorta, Erna Witoelar et Roya Tabatabaei Yazdi.

A Tokyo (Japon) : Julius Court, Wakako Hi-

ronaka, Ryokichi Hirono, Yukiko Kawahashi, Katsuhide Kitatani, Yoko Kitazawa, Yoko Komiyama, Kyoko Kuwajima, Kazumoto Momose, Kimihide Mushakoji, Shuzo Nakamura, Deepak Nayyar, John O'Shea, Yasuaki Onuma, Yasutami Shimomura, Makoto Taniguchi, Ramesh Thakur, Chizuko Ueno et Yozo Yokota.

A Tanger (Maroc) : Rachid Belkahia, Benacer El Baz, Mostapha Faïk, Nader Fergany, Ahmed Gouitâa, Carol Hakim, Ahmed Ibrahim, Moncef Kouidhi, Amina Lemrini, Camille Mansour, Achille Mbembe et Sandra Pepera.

A Varsovie (Pologne) : Viatcheslav Bakhmin, Dagmara Baraniewska, Andrzej Brzozowski, Janusz Czamarski, Wojciech Gasparski, Mirosława Grabowska, Paweł Grzesik, Barbara Imiołczyk, Antoni Kamiński, Lena Kolarska-Bobińska, Ilko Kucheriv, Lidia Kuczmierowska, Barbara Mrówka, Krzysztof Mroziwicz, Ewa Popławska, Jerzy Regulski, Janusz Reykowski, Anna Rozicka, Andrzej Rychar, Talis Tisenkopfs, Irena Wóycicka, Sabit Zhusupov et Andrzej Zoll.

Un grand nombre de personnes consultées pendant l'élaboration de ce rapport ont, elles aussi, fourni des avis, des informations et une documentation extrêmement précieux. Elles ont aussi participé à d'autres réunions consultatives. L'équipe du rapport souhaiterait ici remercier Yasmin Ahmad, Alessandra Alfieri, Bettina Aten, Yusuf Bangura, Benjamin Barber, Grace Bediako, Eric Bertherat, Claude-Jean Bertrand, Ana-Pilar Betrán, Yonas Biru, Dana Blumin, Barbara Boland, Françoise Bravard, Sharon Capeling-Alakija, Edelisa Carandang, Marc Cassidy, Shiu-Kee Chu, Marc Copin, Patrick Cornu, Marlo Corrao, Marie-France Croisier, Sam Dawes, Michael Doyle, Michael Edwards, Elisabeth Feller-Dansokho, Mariona Ferrer, Rodolfo Roque Fuentes, Maria Gratschew, Emmanuel Guindon, Messaoud Hammouya, Khadija Haq, Andrew Harvey, Eivind Hoffmann, Bela Hovy, José Augusto Hueb, Jens Johansen, Lawrence Jeffrey Johnson, Ian Johnstone, Gareth Jones, Harriet Kabagenyi, Tapio Kanninen, Karin Karlekar, Daniel Kaufmann, Jim Ketterer, Richard Kohl, Karoly Kovacs, Murat Küpcü, Olivier Labe, Georges LeMaitre, Xiaobo Lu, Nyein Nyein Lwin, Douglas Lynd, Esperanza Magpantay, Monty G. Marshall, Adriana Mata-Greenwood, Caralee McLiesh, Farhad Mehran, Maria Helena Capelli Miguel, Branko Milanovic, Mick Moore, Caroline Moser, Sumie Nakaya, Andrew J. Nathan, Rachel Neild, Guillermo O'Donnell, Paul

Oquist, Enrique Ordaz, Jude Padayachy, Rosario Pardo, Christine Pintat, William Prince, Agnes Puymoyen, Jonathan Quick, Hanta Rafalimanana, Asenaca Ravuvu, Mireille Razafindrakoto, Matthias Reister, Horacio Santamaria, Akilagpa Sawyerr, Bernhard Schwartlander, Andrei Shleifer, Joseph Siegle, Petter Stålenheim, Leonard R. Sussman, Karen Taswell, Vivienne Taylor, Gordon Telesford, Ramesh Thakur, Maja Tjernström, John van Kesteren, Antonio Viegas, Neff Walker, Tessa Wardlaw, Siemon Wezeman, Abiodun Williams, Yuxue Xue, Sylvester A. Young et Hania Zlotnik.

#### COMITÉ DE LECTURE DU PNUD

Un comité de lecture formé de collègues du PNUD a également formulé des remarques et suggestions et apporté des éléments extrêmement utiles à mesure de la rédaction de ce rapport. Les auteurs souhaiteraient en particulier exprimer leur gratitude à Neil Buhne, Fernando Calderon, John Hendra, Zahir Jamal, Abdoulie Janneh, Bruce Jenks, Sirkka Korpela, Robert Leigh, Justin Leites, Carlos Lopes, Linda Maguire, Kamal Malhotra, Khalid Malik, Lamin Manneh, Elena Martinez, Saraswathi Menon, Kalman Mizsei, K. Seeta Prabhu, Tore Rose, Andrew Russell, Julia Taft, Pauline Tamesis, Gulden Turkoz-Cosslett, Antonio Vigilante, Gita Welch, Caitlin Wiesen et Kanni Wignaraja

L'équipe du rapport a par ailleurs bénéficié de la collaboration de confrères travaillant dans plusieurs subdivisions du PNUD : le Bureau de la prévention des crises et du relèvement, le Bureau des politiques de développement et le Groupe de développement institutionnel, ainsi que le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.

#### ASSISTANCE ADMINISTRATIVE

L'assistance administrative nécessaire à l'établissement de ce rapport a été assurée par Oscar Bernal, Renuka Corea-Lloyd et Mamaye Gebretsadik. D'autres collègues du Bureau du *Rapport mondial sur le développement humain* nous ont apporté une aide essentielle. Citons notamment à cet égard : Sarah Burd-Sharps, Mary Ann Mwangi, Shahrbanou Tadjbakhsh, Frederik Teboul, Nena Terrell et Anne Louise Winslov. Ce rapport a en outre bénéficié du travail très consciencieux de la part de stagiaires. Il convient ici de remercier : Jenny Berg, Michael G. Bober, Natalia Caruso, Nina Hoas, Eva

Kamau, Halima-Noor Khan et Thomas Pave Sohnesen. Linda Cheng et Emily White ont également apporté une précieuse contribution à l'équipe chargée des statistiques.

Liliana Izquierdo, Juan Luis Larrabure et Natalia Palgova, du Bureau des services d'appui aux projets de Nations Unies, ont aussi fourni à l'équipe de rédaction un soutien administratif et logistique essentiel.

#### TRADUCTION

La direction, l'organisation et la distribution des traductions ont été assurées respectivement par Elizabeth Scott Andrews, Maureen Lynch et Hilda Paqui, au PNUD à New York. La traduction en langue française a été réalisée par Architexte (Nicolas Froeliger, Marielle Santoni, Martine Delibie et Marie-Paule Bonnafous) à Paris. La mise en page a été effectuée par l'équipe de Frame s.c. à Liège et la coordination de l'ensemble de l'édition a été assurée par l'équipe éditoriale de De Boeck Université à Louvain-la-Neuve.

\* \* \*

L'équipe de rédaction souhaite aussi exprimer sa sincère gratitude à John Cavanagh, Mary Kaldor, Terry Lynn Karl et Adam Przeworski, qui ont relu avec la plus grande attention les versions successives de cet ouvrage et bien voulu partager leurs opinions et les fruits de leurs recherches les plus récentes. Elle tient également à remercier Irena Krizman, Lene Mikkelsen et Darryl Rhoades, qui ont fait de même pour les données utilisées dans ce rapport.

Enfin, la place d'honneur dans ces remerciements revient à Mark Malloch Brown, Administrateur du PNUD, pour l'envergure intellectuelle et l'engagement inconditionnel dont il a fait bénéficier la rédaction de ce rapport. Les auteurs de ce nouveau rapport expriment leurs remerciements pour le soutien qui leur a été apporté et assument entièrement toutes les opinions qui y sont formulées.



Sakiko Fukuda-Parr  
Directrice  
*Rapport mondial sur le développement  
humain 2002*

# Table des matières

---

## VUE D'ENSEMBLE

<b>Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté</b>	<b>1</b>
--	----------

---

<b>BILAN DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN</b>	<b>10</b>
--------------------------------------	-----------

---

## CHAPITRE 1

<b>Situation et progrès du développement humain</b>	<b>13</b>
---	-----------

Tendances mondiales de la participation politique et de la démocratie	14
---	----

Les Objectifs de développement du Millénaire : engagements et perspectives	16
--	----

Annexe 1.1 : Evaluer la gouvernance : les indicateurs de la démocratie et des droits civils et politiques	36
---	----

---

## CHAPITRE 2

<b>La gouvernance démocratique au service du développement humain</b>	<b>51</b>
---	-----------

Le rôle de la liberté et de la participation politiques dans le développement humain	52
--	----

Démocratie et développement humain	54
------------------------------------	----

---

## CHAPITRE 3

<b>Approfondir la démocratie en s'attaquant aux déficits démocratiques</b>	<b>63</b>
--	-----------

Contrôle public des institutions démocratiques	65
--	----

Renforcer les institutions démocratiques formelles	69
--	----

Promouvoir la démocratie en politique pour ancrer la pratique démocratique	79
--	----

Approfondir la démocratie au service du développement humain	83
--	----

---

## CHAPITRE 4

<b>Démocratiser la sécurité pour prévenir les conflits et construire une paix durable</b>	<b>85</b>
---	-----------

Instaurer la paix et l'obligation de rendre des comptes	86
---	----

Les grandes priorités pour une gouvernance plus démocratique du secteur de la sécurité	90
--	----

L'instauration démocratique de la paix dans des sociétés déchirées par la guerre	94
--	----

Démocratiser la sécurité dans un monde fragmenté	99
--	----

---

## CHAPITRE 5

<b>Approfondir la démocratie au niveau mondial</b>	<b>101</b>
--	------------

Pluralisme et démocratie mondiale : le rôle des actions menées par la société civile et des processus participatifs	102
---	-----

Edifier des institutions internationales plus démocratiques	112
---	-----

Approfondir la démocratie — des impératifs nationaux et mondiaux	121
--	-----

---

<b>Notes des chapitres</b>	<b>123</b>
----------------------------	------------

<b>Note bibliographique</b>	<b>126</b>
-----------------------------	------------

<b>Bibliographie</b>	<b>128</b>
----------------------	------------

---

## CONTRIBUTIONS SPÉCIALES

Le caractère sacré de la vie humaine <i>Kofi Annan</i>	14
Développement humain et dignité <i>Aung San Suu Kyi</i>	52
L'avenir du monde, c'est la démocratie <i>Seyyed Mohammad Khatami</i>	64
Gouvernance démocratique en Afrique <i>Abdoulaye Wade</i>	86
Éliminer les mines antipersonnel dans les pays déchirés par la guerre <i>Jody Williams</i>	103
Le rôle de la campagne Jubilé 2000 dans l'allègement de la dette <i>Bono</i>	104

---

## ENCADRÉS

1.1	Les inégalités de revenu dans le monde : disparités grotesques et tendances équivoques	19
1.2	La pauvreté est un phénomène relatif	20
1.3	Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire, pays par pays	31
1.4	Rapports nationaux sur le développement humain : des innovations dans la politique nationale	32
2.1	La bonne gouvernance, pour quoi faire ?	51
2.2	Développement humain : l'indicateur n'est pas tout	53
2.3	Les principes clés de la démocratie : la Déclaration universelle de l'Union interparlementaire sur la démocratie	55
2.4	Démocratie et croissance économique : tour d'horizon de la littérature	56
3.1	Une justice à deux vitesses	66
3.2	Partis pris contre les femmes et procédures judiciaires	66
3.3	De l'influence des entreprises sur la politique	68
3.4	Les quotas encouragent la participation des femmes à la politique	70
3.5	Le pouvoir judiciaire en Inde : indépendance et actions en faveur des institutions et des pratiques démocratiques	72
3.6	Afrique du Sud : des avocats ont préservé un semblant de démocratie pendant l'apartheid	73
3.7	Le rôle des instances d'observation indépendantes : la Commission électorale fédérale au Mexique	73
3.8	La <i>Human Rights Commission</i> en Afrique du Sud — promouvoir les valeurs et les pratiques démocratiques en traquant le racisme dans les médias	74
3.9	Le processus de réforme en Chine : étendre la participation et la responsabilité	74
3.10	Les médias, observateurs vigilants du fonctionnement des institutions démocratiques	76
3.11	Internet : un moyen de contourner les restrictions imposées aux médias	77
3.12	Les analyses budgétaires sexospécifiques, un outil de plus en plus employé	80
3.13	Nouvelles technologies et gouvernance électronique	81
3.14	La démocratie participative en action : la rédaction de la nouvelle constitution thaïlandaise	82
3.15	L'audit citoyen de la qualité de la démocratie au Costa Rica	83
4.1	Sécurité : qui fait quoi ?	87
4.2	Les vieilles habitudes ont la vie dure : le lourd héritage du régime militaire	88
4.3	Les principes de gouvernance démocratique dans le secteur de la sécurité	90
4.4	Démocratie et réforme de la sécurité : l'expérience de l'Afrique du Sud dans les années quatre-vingt-dix	91
4.5	Les activités de proximité améliorent l'image de la police	94
4.6	Constituer des forces de sécurité pluriethniques d'un coût raisonnable en Bosnie-Herzégovine	95
4.7	Réduire le stock d'armes légères par l'instauration démocratique de la paix	97
4.8	Le déminage nécessite la participation des civils et des communautés	97
4.9	Donner une place aux femmes à la table des négociations	98
4.10	Construire la paix grâce aux commissions vérité	99

4.11	Les enseignements pour l'instauration d'une paix durable en Afghanistan	100
5.1	Accès aux traitements essentiels du VIH/sida — les raisons du succès de la campagne D'après le journal de campagne de <i>CPTech</i>	106
5.2	Le viol reconnu acte de génocide et crime contre l'humanité par le tribunal pour le Rwanda	107
5.3	Pour ou contre les grands barrages ?	109
5.4	L'action des organisations non gouvernementales pour la responsabilité sociale des entreprises	111
5.5	Retour sur le projet de Conseil de sécurité économique	118
5.6	Nations Unies ou Club des Cinq ? La réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies	120
5.7	Le Protocole sur la sécurité biologique : un modèle pour la gouvernance mondiale intégratrice ?	122

## TABLEAUX

1.1	La plupart des individus peuvent aujourd'hui participer à des élections pluralistes, 1999	15
1.2	A l'échelle mondiale, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour a à peine varié au cours des années quatre-vingt-dix	18
1.3	La mortalité maternelle est beaucoup plus élevée dans certaines régions	27
1.4	Les flux financiers en provenance et à destination des pays en développement sont dominés par les exportations et le service de la dette	31
A1.1	Indicateurs subjectifs de la gouvernance	38
A1.2	Indicateurs objectifs de la gouvernance	42
A1.3	Progrès en direction des Objectifs de développement du Millénaire	46
3.1	Erosion du nombre d'adhérents aux partis politiques	69
4.1	De l'exercice de l'autorité : pays dans lesquels l'armée est intervenue au cours des années quatre-vingt-dix	87
4.2	Au XX <sup>e</sup> siècle, les démocrates ont été beaucoup plus répandus sous les régimes totalitaires et autoritaires	87
4.3	Aux Etats-Unis, les pauvres sont parmi les premières victimes de violences, 1999	88
4.4	De 1996 à 2001, une poignée de pays ont dominé les exportations mondiales d'armes classiques	89
5.1	Essor rapide des ONG internationales dans les années quatre-vingt-dix	103
5.2	L'utilisation du droit de veto est devenue rare au Conseil de sécurité des Nations Unies	119
5.3	Au Conseil de sécurité des Nations Unies, le veto n'est utilisé que pour un petit nombre de sujets, 1990-2001	119
5.4	L'Afrique est peu représentée au siège de l'OMC	121

## DIAGRAMMES

1.1	Le monde se démocratise	15
1.2	Ratification des traités sur les droits de l'homme	16
1.3	Une presse plus libre	16
1.4	La participation des femmes est partout inférieure à celle des hommes	17
1.5	Les conflits frappent avant tout les plus démunis	17
1.6	Pays en bonne voie pour atteindre les Objectifs de développement du Millénaire	18
1.7	Une croissance insuffisante pour s'extraire de la pauvreté	18
1.8	Des résultats contrastés à l'intérieur des régions	20
1.9	Pas de lien automatique entre IDH et IPH-1	21
1.10	Dans les pays riches, des IDH très proches peuvent cacher de grandes différences d'IPH	21
1.11	Disparités mondiales en termes d'alphabétisation	22
1.12	Disparités régionales en termes de mortalité des moins de cinq ans	26

1.13	Disparités régionales en termes d'espérance de vie	27
1.14	Les ravages du VIH/sida — l'espérance de vie recule fortement en Afrique subsaharienne	27
1.15	Les émissions de dioxyde de carbone proviennent avant tout des pays de l'OCDE à revenu élevé	28
1.16	Un doublement de l'aide publique au développement est nécessaire pour atteindre les Objectifs de développement du Millénaire	30
1.17	Recul de l'aide accordée par la plupart des pays membres du CAD, 1990-2000	30
2.1	Des capacités qui se renforcent mutuellement	53
2.2	La démocratie ne fait pas obstacle à la progression des revenus	57
2.3	La faiblesse des revenus ne fait pas obstacle à la démocratie	57
2.4	Probabilité de changement de régime — les revenus élevés s'accompagnent d'une plus grande stabilité	58
2.5	Démocratie et développement humain — les liens	58
2.6	En Afrique du Sud, des disparités ethniques et régionales criantes transparaisaient aussi dans les dépenses publiques de santé	59
2.7	Les dépenses publiques de santé négligent les pauvres et favorisent les riches et les dépenses d'éducation laissent transparaitre des disparités encore plus criantes	59
2.8	Pas de lien automatique entre démocratie et équité	60
2.9	Pas de lien automatique entre démocratie et développement humain	60
3.1	Les inégalités se creusent dans de nombreux pays en transition	63
3.2	Confiance dans les institutions	69
3.3	L'essor spectaculaire des médias dans les pays en développement	77
3.4	A qui appartiennent les médias ?	78
3.5	L'audiovisuel accorde une place croissante au divertissement au détriment de l'actualité	79
5.1	L'aide au développement transite de plus en plus par les ONG	102
5.2	Quelles sont les voix qui comptent au FMI et à la Banque mondiale ?	113
5.3	Proportion de femmes siégeant au conseil d'administration d'institutions financières internationales	115
5.4	Quelles voix sont entendues au sein des organisations internationales ?	121

## FICHES TECHNIQUES

1.1	Progrès en direction des Objectifs de développement du Millénaire — combien de pays sont en bonne voie ?	24
1.2	Des indicateurs pour mesurer le développement humain	34

## INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Note sur les statistiques du <i>Rapport mondial sur le développement humain</i>	141
---	-----

### MESURER LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN : ACCROÎTRE LES CHOIX...

1	Indicateur du développement humain	149
2	L'indicateur du développement humain en tendances	153
3	Pauvreté humaine et pauvreté monétaire : pays en développement	157
4	Pauvreté humaine et pauvreté monétaire : pays de l'OCDE, d'Europe centrale et orientale et de la CEI	160

### ... VIVRE LONGTEMPS ET EN BONNE SANTÉ...

5	Tendances démographiques	162
6	Engagements en faveur de la santé : accès, services et ressources	166
7	Crises et défis majeurs pour la santé à l'échelle mondiale	170
8	Survie : progrès et reculs	174

<b>... ACQUÉRIR UN SAVOIR ET DES CONNAISSANCES...</b>		
9	Engagements en faveur de l'instruction : dépenses publiques	178
10	Alphabétisation et scolarisation	182
11	Technologie : diffusion et création	186
<hr/>		
<b>... ACCÉDER AUX RESSOURCES PERMETTANT DES CONDITIONS DE VIE DÉCENTES...</b>		
12	Paramètres économiques	190
13	Inégalités en termes de revenu ou de consommation	194
14	Structure des échanges	198
15	Flux d'aide en provenance des pays membres du CAD	202
16	Flux d'aide, de capitaux privés et de dette	203
17	Priorités dans les dépenses publiques	207
18	Chômage dans les pays de l'OCDE	211
<hr/>		
<b>... TOUT EN LES PRÉSERVANT POUR LES GÉNÉRATIONS A VENIR...</b>		
19	Energie et environnement	212
<hr/>		
<b>... VIVRE A L'ABRI DE L'INSÉCURITÉ...</b>		
20	Sécurité : réfugiés et armements	216
21	Victimes de crimes et délits	220
<hr/>		
<b>... ET PARVENIR A L'ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES</b>		
22	Indicateur sexospécifique du développement humain	222
23	Indicateur de la participation des femmes	226
24	Inégalités entre femmes et hommes en termes d'éducation et d'instruction	230
25	Inégalités entre femmes et hommes dans l'activité économique	234
26	Charge de travail et emploi du temps des hommes et des femmes	238
27	Participation des femmes à la vie politique	239
<hr/>		
<b>TEXTES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME ET DES TRAVAILLEURS</b>		
28	Signature et ratification des principaux instruments internationaux de protection des droits de l'homme	243
29	Signature et ratification des conventions sur les droits fondamentaux des travailleurs	247
<hr/>		
30	<b>INDICATEURS ESSENTIELS RELATIFS AUX AUTRES ÉTATS MEMBRES DES NATIONS UNIES</b>	<b>251</b>
<hr/>		
<b>Notes techniques</b>		
1	Calcul des indicateurs composites du développement humain	252
2	Evaluer les progrès vers les Objectifs de développement du Millénaire	259
<hr/>		
<b>Références statistiques</b>		<b>260</b>
<b>Définitions des termes statistiques</b>		<b>262</b>
<b>Classification des pays et territoires</b>		<b>269</b>
<b>Index des indicateurs</b>		<b>273</b>
<b>Pays et régions ayant publié des rapports sur le développement humain</b>		<b>276</b>